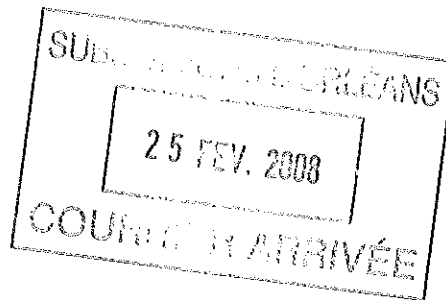




PREFECTURE DU LOIRET



DIRECTION DES COLLECTIVITES
LOCALES ET DE L'AMENAGEMENT

BUREAU DE L'AMENAGEMENT ET DES RISQUES INDUSTRIELS

AFFAIRE SUIVIE PAR SOPHIE GAILLARD/CG
TELEPHONE 02.38.81.41.29.
COURRIEL SOPHIE.GAILLARD@LOIRET.PREF.GOUV.FR
REFERENCE TRAVIC/SG/CG/AP COMPL PRESCRIP BALGENDIS TAVERS

Orléans, le 21 FEV. 2008

26 FEV. 2008

Division EISS			
Noms	Dest	Cie	Fut
JPR			
PB			
BD			
MB			
Ce M			
FB			
AP			
AG			
CM			
AT			
SL			
OG			
Secrétariat			

ARRETE PREFECTORAL
imposant des prescriptions complémentaires
à la Société BALGENDIS sur la commune de TAVERS

Le Préfet de la Région Centre
Préfet du Loiret
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le Code de l'environnement, et notamment le Livre I, le Titre 1^{er} du Livre II, et le Titre 1^{er} du Livre V,

Vu le Code de la Santé Publique, et notamment les articles R.1416-16 et R.1416-21,

Vu le Code de l'Environnement, et notamment son article R.512-31,

Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié, relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,

Vu l'arrêté préfectoral du 17 avril 2003, autorisant la société BALGENDIS à poursuivre l'exploitation d'un supermarché à TAVERS,

Vu la déclaration présentée le 3 octobre 2007, complétée le 20 novembre 2007 par la société BALGENDIS, relative à la mise en service de distribution de SUPER ETHANOL pour son établissement situé RN 152, ZAC de TAVERS,

Vu le rapport de l'inspecteur des installations classées de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement en date du 20 décembre 2007,

Vu l'avis du conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques du 24 janvier 2008,

Vu la notification à l'intéressé du projet d'arrêté statuant sur sa demande,

DIFFUSION :

- ☐ Original : dossier
- ☐ Intéressé : Société BALGENDIS
- ☐ M. le Maire de TAVERS
- ☐ M. l'inspecteur des installations classées
direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement
subdivision du Loiret - Avenue de la Pomme de Pin - Le Concyr
45590 SAINT CYR EN VAL
- ☐ M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement
6 rue Charles de Coulomb - 45077 ORLEANS CEDEX 2
- ☐ M. le Directeur Départemental de l'Equipement du Loiret - SUADT
- ☐ M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt
- ☐ M. le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales
- ☐ M. le Directeur des Services Départementaux d'Incendie et de Secours
- ☐ M. le Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi
- ☐ M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles

Considérant l'arrêté du 7 janvier 2003 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration, sous la rubrique 1434 liquides inflammables (installation de remplissage ou de distribution) modifié,

Considérant la circulaire DPPR/SE 12/Cbi-07-0267 du 23 juillet 2007 relative à la distribution du super éthanol,

Considérant la substitution de carburant par du super éthanol, il convient d'imposer à la Société BALGENDIS des prescriptions complémentaires, conformément à l'article R.512-31 du Code de l'Environnement,

Considérant que cette extension n'est pas de nature à engendrer des dangers ou inconvénients supplémentaires mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement,

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Loiret,

ARRETE

Article 1^{er} :

L'article 1.2.2 de l'arrêté préfectoral du 17 avril 2003 est abrogé et remplacé par les termes suivants :

« 1.2.2 Liste des activités classées :

N°	DESIGNATION DE LA RUBRIQUE	A, D (1)	OBSERVATIONS
1434-1a	Liquides inflammables (<i>installation de remplissage ou de distribution</i>) 1. installations de chargement de véhicules citernes, de remplissage de récipients mobiles ou des réservoirs des véhicules à moteur, le débit maximum équivalent de l'installation, pour les liquides inflammables de la catégorie de référence (coefficient 1) étant : a) supérieur ou égal à 20 m ³ /h	A	. 21,6 m ³ /h pour le SP98-SP95-E85 . 5 m ³ /h pour le GO/PL . 50 m ³ /h pour le FOD . 5 m ³ /h pour le pétrole Débit maximum équivalent total = 33,6 m ³ /h
1432-2b	Liquides inflammables (<i>stockage en réservoirs manufacturés de</i>) b) représentant une capacité équivalente totale supérieure à 10 m ³ mais inférieure ou égale à 100 m ³	DC	Deux réservoirs de 100 m ³ de FOD, en 3 compartiments : 200 m ³ FOD Un réservoir de 100 m ³ compartimenté : 1 x 20 m ³ E85 + 2 x 30 m ³ SP95-SP98 Un réservoir de 100 m ³ compartimenté : 1 x 40 m ³ SP95 + 1 x 40 m ³ GO + 1 x 20 m ³ pétrole Un réservoir de 100 m ³ de GO compartimenté Ceq = 48 m ³
1414-3	Gaz inflammables liquéfiés (<i>installation de remplissage ou de distribution de</i>) 3. installations de remplissage de réservoirs alimentant des moteurs ou autres appareils d'utilisation comportant des organes de sécurité (jauges et soupapes)	DC	1 Pompe double face Débit équivalent = 0,98 m ³ /h

N°	DESIGNATION DE LA RUBRIQUE	A, D (1)	OBSERVATIONS
1412-2-b	Gaz inflammables liquéfiés (<i>stockage en réservoirs manufacturés de</i>), à l'exception de ceux visés explicitement par d'autres rubriques de la nomenclature : Les gaz sont maintenus liquéfiés à une température telle que la pression absolue de vapeur correspondante n'excède pas 1,5 bar (stockages réfrigérés ou cryogéniques) ou sous pression quelle que soit la température 2. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : b. supérieure à 6t, mais inférieure à 50 t	DC	400 bouteilles gaz butane et propane de 13 kg, soit : 5,2 t Un réservoir de GPL de 5,8 t Soit au total : 11 t
2220-2	Alimentaires (<i>préparation ou conservation de produits</i>) d'origine végétale, par cuisson, appertisation, surgélation, congélation, lyophilisation, déshydratation, torréfaction, etc., à l'exclusion du sucre, de la fécule, du malt, des huiles, et des aliments pour le bétail mais y compris les ateliers de maturation de fruits et légumes, la quantité de produits entrant étant : 2. supérieure à 2 t/j, mais inférieure ou égale à 10 t/j	DC	Quantité de produits entrant : 2,07 t/j
2920-2-b	Réfrigération ou compression (<i>installations de</i>) fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10 ⁵ Pa, 2. dans tous les autres cas : b) supérieure à 50 kW, mais inférieure ou égale à 500 kW	D	Puissance électrique absorbée : 409 kW
2925	Accumulateurs (<i>ateliers de charge d'</i>) La puissance maximum de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW	D	Puissance utilisable : 35 kW

A : Autorisation, D : Déclaration, DC : Déclaration soumis à contrôle périodique.

Définition : Le super-éthanol est un carburant composé d'un minimum de 65 % d'éthanol d'origine agricole et d'un minimum de 15 % de supercarburant sans plomb.

Abréviations utilisées : GO : gazole, SP : essence sans plomb, E85 : super-éthanol, FOD : fuel domestique, GPL : gaz de pétrole liquéfié.

Article 2 :

Un article 1.4 est inséré à l'arrêté préfectoral du 17 avril 2003 après l'article 1.3 comprenant les termes suivants :

« 1.4 dispositions générales applicables aux installation de stockage et de distribution de superéthanol :

- les agents d'extinction sont compatibles avec ce carburant.
- pour le stockage et la distribution de superéthanol, les matériaux sont adaptés aux spécificités du carburant ;
- le stockage de superéthanol devra se faire dans un réservoir en acier à double paroi, conforme à la norme NFM 88513 s'il a été fabriqué avant le 31 octobre 2006 et NF EN 12285-1 de septembre 2003 et ses évolutions ou toute norme équivalente en vigueur dans la Communauté européenne, l'Espace économique européen et la Turquie, qui garantit au moins la même isolation électrique s'il a été fabriqué après le 31 octobre 2006, comprenant une double paroi et un système de détection de fuite entre les deux parois qui déclenchera automatiquement une alarme optique et sonore. Le détecteur de fuite et ses accessoires doivent être accessibles pour faciliter le contrôle annuel ;
- en cas de changement d'affectation et avant de recevoir du superéthanol, le réservoir devra être dégazé, nettoyé par un organisme remplissant les conditions requises par l'arrêté du 22 juin 1998 et les textes le modifiant ;

- d'ici le 7 mars 2008, des arrête-flammes doivent être systématiquement prévus en tous points où une transmission d'explosion vers les réservoirs est possible. Tous les arrête-flammes du circuit de récupération des vapeurs pour la distribution et le stockage de superéthanol doivent respecter la norme EN 12874 de janvier 2001 ou toute norme équivalente en vigueur dans la Communauté européenne, l'Espace économique européen et la Turquie.

Les prescriptions applicables au ravitaillement en essence telles que prévues à l'annexe 2 de l'arrêté préfectoral du 17 avril 2003 sont également applicables au ravitaillement en superéthanol, dans les mêmes conditions d'ici le 5 mars 2008 ».

Article 3 :

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraîneront l'application de sanctions pénales et administratives prévues par le code de l'environnement, livre V – titre 1^{er}.

Article 4 : Sanctions administratives

Faute par le demandeur de se conformer aux conditions indiquées dans le présent arrêté et à celles qui lui seraient imposées par la suite, le Préfet de la région Centre, Préfet du Loiret pourra :

- soit faire procéder d'office, aux frais de l'exploitant, à l'exécution des mesures prescrites ;
- soit obliger l'exploitant à consigner entre les mains d'un comptable public une somme répondant du montant des travaux à réaliser, laquelle sera restituée à l'exploitant au fur et à mesure de l'exécution des travaux ;
- soit suspendre par arrêté, après avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques, le fonctionnement de l'installation.

Ces sanctions administratives sont indépendantes des poursuites pénales qui peuvent être exercées.

Article 5 : Délais et voies de recours (article L.514.6 du Code de l'Environnement)

Le présent arrêté ne peut être déféré qu'au Tribunal Administratif d'Orléans par le demandeur ou l'exploitant, dans un délai de deux mois, qui commence à courir du jour où le dit acte a été notifié.

Article 6 :

Le Maire de TAVERS est chargé de :

- Joindre une copie de l'arrêté au dossier relatif à cette affaire qui sera classée dans les archives de sa commune.

Ces documents pourront être communiqués sur place à toute personne concernée par l'exploitation.

- Afficher à la mairie, pendant une durée minimum d'un mois, un extrait du présent arrêté.

Ces différentes formalités accomplies, un procès-verbal attestant leur exécution sera immédiatement transmis par le maire au préfet de la région Centre, préfet du Loiret, Direction des Collectivités Locales et de l'Aménagement - Bureau de l'Aménagement et des Risques Industriels.

Article 7 - Affichage

Un extrait du présent arrêté devra être affiché en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Article 8 - Publicité

Un avis sera inséré dans la presse locale par les soins du préfet de la région Centre, préfet du Loiret, et aux frais de l'exploitant.

Article 9 - Exécution

Le Secrétaire Général de la préfecture du Loiret, le Maire de TAVERS, le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'environnement du Centre et tout agent de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Préfet,
Pour le Préfet,
Pour le Secrétaire Général absent,
Le Secrétaire Général Adjoint


André CARAVA